

JUSTICE ET STABILITÉ AU SAHEL (JASS)



Contexte général du programme JASS

Le programme JASS, mis en œuvre par Mercy Corps et ses partenaires au Mali et au Niger, vise à renforcer la sécurité et la stabilité au Sahel en améliorant l'accès équitable aux ressources naturelles et à la justice. Financé par le FCDO à hauteur de 19 millions de livres sterling, il répond à une crise complexe au Mali, marquée par une violence croissante et une perception d'inégalité dans l'accès aux ressources. De septembre 2021 à mars 2026, JASS collabore avec AMEDD au Mali et Cercle Dev au Niger pour promouvoir des résultats équitables en matière de gouvernance des terres et des ressources naturelles.



Approche de mise en œuvre par résultat

En intégrant de manière transversale des stratégies de genre, d'inclusion sociale, de gouvernance des ressources naturelles, d'adaptation et de résilience au changement climatique, JASS s'articule autour de trois résultats complémentaires :

RÉSULTAT 1 — Amélioration des capacités de gestion des conflits et de collaboration entre les communautés, ainsi qu'entre celles-ci et les institutions, afin d'atténuer et de résoudre les conflits liés à la terre et aux autres ressources naturelles.

RÉSULTAT 2 — Renforcement de la résilience face aux chocs climatiques et aux facteurs de stress pour réduire la fréquence et l'impact des conflits liés aux ressources et à la terre dans le Sahel.

RÉSULTAT 3 — Amélioration de la base de données probantes et du plaidoyer pour une conception, une mise en œuvre et une action coordonnées efficaces entre les principaux acteurs.

Réalisations clés



Gestion des conflits et gouvernance foncière

- 351 COFO villageoises et communales redynamisées/créées, formées et équipées, avec un taux de résolution de 81% des conflits fonciers.

- Des mécanismes endogènes de financement mis en place par les communautés pour pérenniser les COFO.
- Renforcement de la confiance entre les communautés et les services étatiques, y compris les tribunaux, les autorités administratives, et les services techniques, conduisant à une sollicitation croissante des services par les communautés, y compris les premières homologations des PV des COFOs par les tribunaux.
- Plus de 310 conventions villageoises de gestion des ressources naturelles couvrant plus de 7 000 km² ont été élaborées impliquant 2 942 participants, dont 30% de femmes.



Recherche, coalition

- Dix-sept (17) études réalisées, dont une Étude Genre, Égalité et inclusion sociale et une Évaluation de la Résilience aux Conflits et au Changement climatique, et une Analyse de l'Économie Politique de la terre et des autres ressources naturelles.
- Soutien, avec NRC, à l'élaboration du Guide d'accès des femmes et jeunes aux 15 % des terres aménagées par l'État et les collectivités territoriales.
- Au Mali, soutien à l'élaboration du Guide d'homologation des PV des COFO
- Développement avec l'INJF et le PNUD des modules de formation initiale et continue des magistrats sur le foncier rural.



Résilience et adaptation au changement climatique :

- Réhabilitation de 53 points d'eau au profit de 22 400 personnes ;
- Formation de 6 980 agropasteurs et dotation en intrants résilients ;
- Production de 143 tonnes de semences résilientes au climat, +310 tonnes de fourrage ;
- Augmentation moyenne de la production agricole de 67% ;
- Récupération de plus de 460 ha de terres (terres agricoles et aires de pâturage) ;
- Fabrication de 3 169 foyers améliorés réduisant de ¾ le besoin en bois de chauffe pour les ménages.



- Mise en place, formation et dotation de 4 SCAP/RU et 20 OSV d'activités génératrices de revenus pour leur auto-financement - élaboration de 4 plans de contingence au Niger.
- Distribution de kits NFI et de dignité à 429 ménages touchés par les inondations (129 au Mali et 300 au Niger).

Développement de Systèmes de Marché et Résilience Economique

- Mise en place de 4 banques d'aliment bétail communautaires. Expansion des opérations des vendeurs d'aliments soutenus, avec augmentation significative des capacités de stockage et création d'emplois locaux au Niger.
- Amélioration de la transparence des prix grâce à des systèmes d'information de marché, formation d'observateurs au Mali et intégration avec un système institutionnel au Niger.
- Formation de 920 membres de coopératives agricoles (87 % de femmes) aux concepts de la chaîne de valeur et au marché, avec accès à des institutions de microfinance.
- Soutien financier à 50 coopératives et entreprises agroalimentaires regroupant 3 771 membres, dont 92 % de femmes.
- Appui financier, formation technique et mise en réseau pour 40 jeunes entrepreneurs avec une augmentation de revenus allant jusqu'à 160%.

Genre et inclusion sociale

- Augmentation de la participation des femmes dans les COFO de 16% à 33 % au Niger et de 11 % à 30 % au Mali.
- Programme de leadership et de mentorat au profit de 620 femmes et jeunes ayant abouti à l'obtention de 99 d'hectares de terres par les femmes et l'accès à 15% (Niger) - 20% (Mali) additionnel des femmes aux postes de décision dans les mécanismes de gouvernance des ressources naturelles et de prise de décision au niveau communautaire.
- Participation des leaders religieux des 24 communes et au niveau national pour promouvoir l'inclusion sociale et renforcer la résilience face au changement climatique - contribuant par exemple à une transformation positives des normes sociales de genre sur l'accès des femmes à l'héritage.
- Réduction de la violence domestique grâce à l'influence des "maris modèles", avec une baisse notable des cas de violence conjugale de plus de 60% au Mali et au Niger.



Sujets de Plaidoyer

- Plaidoyer pour le financement des COFO
- Plaidoyer pour l'amélioration du niveau de représentativité des femmes à hauteur d'au moins 30% au sein des COFO à la lumière de la Loi 2015 - 052 du 18 décembre 2015 instituant des mesures pour promouvoir le genre dans l'accès aux fonctions nominatives et électives
- Plaidoyer continu auprès des autres partenaires pour la formation des femmes et jeunes membres des COFO afin de renforcer leurs capacités à influencer positivement les décisions au sein de ces structures.
- Plaidoyer pour l'amélioration de l'accès des femmes et des jeunes aux terres agricoles à travers une circulaire conjointe MPFEF/MA sur l'application effective de la Loi n°2017- 001 du 11 avril 2017, article 13 disposant qu'« au moins 15 % des aménagements fonciers de l'Etat ou des collectivités territoriales sont attribués au groupements et associations de femmes et de jeunes situés dans la zone concernée».
- Plaidoyer pour la gratuité de l'homologation par les tribunaux des PV de conciliation établis par les COFO.

Contacts :

Paterne Aime Petipe,
Directeur du programme JASS
 pappetipe@mercycorps.org
 +223 94962211

Emilie Vonck,
Directrice Régionale Adjointe Programmes Afrique de l'Ouest et Centrale
 evonck@mercycorps.org
 +32 494582698

